



Info Luttes 76 N°4

A toutes nos organisations CGT de Seine-Maritime

infoluttes76@orange.fr // 29 avril 2021

POUR UN MONDE PLUS JUSTE, SOLIDAIRE, DURABLE...

Edito

Le monde traverse une pandémie depuis plus d'une année. Par ses choix, le gouvernement en France porte une lourde responsabilité sur la gestion calamiteuse de cette crise sanitaire, doublée d'une crise sociale. Des milliers d'emplois sont déjà supprimés et de lourdes menaces pèsent dans de nombreux secteurs.

Force est de constater que la priorité de ce gouvernement est de servir les actionnaires au détriment de la population.

Alors que l'on annonce des plans de suppression d'emploi y compris dans des entreprises ayant bénéficié d'un large soutien financier de l'État, le gouvernement fait le choix d'imposer une réforme de l'assurance-chômage amplifiant la propagation de la précarité et de la pauvreté de la population française. Les femmes, les jeunes, les étrangers occupant les emplois les plus précaires sont et seront aussi les premiers à subir les effets de la crise économique.

Prendre des mesures de relocalisation de l'industrie pour répondre aux besoins essentiels de la population n'est pas uniquement un enjeu de sauvegarde des emplois ou de sites de production. C'est également une réponse à l'urgence des enjeux environnementaux et démocratiques.

La solidarité et l'intérêt général n'ont pas droit de citer dans le monde de la finance, et c'est bien l'exploitation économique des personnes et de la planète qui nous a menés à cette situation de pandémie et d'explosion des inégalités, rendant la situation insoutenable.

Ce constat est planétaire – car nous souffrons tous du même mal systémique.

En effet, le capitalisme ne survit que grâce à l'argent public qui le renfloue à chaque crise.

Pourtant d'autres choix sont possibles

C'est pourquoi la CGT appelle, dans l'unité la plus large, les salarié-e-s, les privé-es d'emploi, les retraité-e-s, les étudiant-e-s, les jeunes et tou-te-s les citoyen-ne-s à défilier le 1er mai dans l'une des nombreuses manifestations en territoire pour porter leurs revendications de progrès social, international et environnemental.

C'est pourquoi ce 1er mai doit être l'expression des travailleurs en France comme partout dans le monde pour revendiquer :

- la levée des brevets sur les vaccins pour que tous les pays puissent avoir accès à la vaccination et en faire un bien commun;
- des moyens pour l'hôpital public et pour l'ensemble du secteur des soins et de l'accompagnement
- des services publics de qualité et de proximité, l'arrêt des privatisations;
- un plan national de relocalisation de l'industrie;
- l'arrêt des licenciements et le conditionnement des aides publiques à la sauvegarde de l'emploi et de l'environnement;
- l'augmentation des salaires et l'égalité salariale entre les femmes et les hommes;
- la régularisation des travailleuses et travailleurs sans-papiers sur simple preuve de la relation de travail pour garantir l'égalité de traitement dans les entreprises;
- la réduction du temps de travail à 32 heures sans perte de salaire accompagnée d'un vaste plan d'embauche de la jeunesse;
- l'abandon de toutes les réformes régressives, des retraites à l'assurance-chômage;
- la suppression de textes liberticides, tels que la loi sécurité globale et séparatisme, qui remettent en cause nos libertés fondamentales.

Sommaire :

- Edito
- Echos des luttes
 - AESH
 - Castorama
 - Carrefour Mt St Aigan
 - les oubliés du Ségur
- Action contre les 1607 h
- Non au vol des congés
- Chapelle darblay
- La lettre de l'IHS

Dates à retenir !

9 - 10 - 11 JUIN
45^e congrès UD
à Barentin

**ROUEN
DIEPPE
ELBEUF
LE HAVRE
LE TREPORT**

**10 h 30
10 h
10 h
10 h
10 h**

**Cours Clemenceau
Place Nationale
Place de la Mairie
Devant Franklin
Place de la Poissonnerie**

AESH: 70 MANIFESTANTS À ROUEN, POUR LA RECONNAISSANCE DE LA PROFESSION

Environ soixante-dix personnes se sont rassemblées jeudi 8 avril 2021 devant le rectorat de l'académie de Normandie à Rouen, afin de protester contre les conditions de travail des Accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH).

Dans le cadre d'un mouvement national de protestation, ces accompagnants dont la mission consiste à favoriser l'autonomie des enfants en situation de handicap ont cherché à faire entendre leur voix dans le but de dénoncer la précarité de leur situation et de réclamer de meilleures conditions de travail.

Manque de reconnaissance

« On revendique une reconnaissance, un réel statut, car on n'en a pas du tout. On s'appelle et on nous appelle les oubliés de l'Éducation nationale », explique une participante, accompagnante d'élèves en situation de handicap.

Au manque de reconnaissance de leur profession, s'ajoute une revendication liée à la mise en place des Pôles inclusifs d'accompagnement localisés (PIAL) déployés depuis 2019 par le ministère de l'Éducation nationale.

Ces pôles censés favoriser l'inclusion des élèves en situation de handicap, semblent ne pas avoir eu l'effet escompté et ont provoqué la colère des agents.

« Nous sommes épuisés moralement par la précarité et physiquement par la mise en place des PIAL, qui font que les AESH deviennent mutualisés à foison et que l'accompagnement n'est plus du tout de qualité », souligne Lysiane Claire, AESH et militante CGT.

L'abandon de ce nouveau dispositif, accusé de dégrader la prise en charge des élèves en diminuant leur temps d'accompagnement, était la principale revendication de la manifestation. Une délégation de manifestants devait être reçue à 11 heures, mais cette rencontre n'a finalement pas eu lieu. « C'est le mépris total, jusqu'au bout ! »,

Source Paris Normandie

CASTORAMA EN GRÈVE POUR LES SALAIRES

L'Union Locale CGT de Rouen était présente avec les salariés de Castorama Barentin.

Ces derniers sont en grève avec des revendications portant sur les salaires.

JOURNÉE DE GRÈVE NATIONALE GROUPE CARREFOUR



Ce samedi 3 avril environ 70 salariés du Carrefour Mont Saint Aignan se sont mis en grève suite à l'échec des NAO sur le plan National.

Dès 5h00 du matin, avec les camarades CGT du Carrefour Barentin qui ont tout organisé (Barnum, tracts, sono ...) notre Organisation Syndicale était sur le front devant l'entrée du personnel pour soutenir la toute nouvelle base syndicale et notre RSS Abdel, en place depuis quelques mois.

En intersyndicale, avec la CFDT (forts nombreux il faut le souligner), nous avons passé la matinée à arpenter le magasin, à crier notre colère.

Dès 10h00, les salariés du Carrefour Proxy de Bois-Guillaume qui ont eu vent de cette action se sont eux aussi mis en grève et ont rejoint le rassemblement. Ce sont donc plus de 90 salariés grévistes qui étaient

présents sur le site de MSA.

Nous remercions l'UL de Rouen et de Saint Etienne pour leur présence à ce mouvement. La base Carrefour de Mont Saint Aignan dépend elle aussi du Syndicat Commerce de Rouen.

Les salariés nous ont longuement remercié pour notre présence comme les actions que nous avons mis en place. Il en est de même pour les discours très offensifs que nous avons donné devant l'entrée du magasin qui semble avoir marqué les esprits des salariés.

Vivement les prochaines élections pour faire un tabac dans ce magasin et sortir FO, majoritaire, qui la veille de la grève s'est quand même permis d'aller voir tous les salariés pour les dissuader de se mobiliser.

Sur le plan national, cette journée a été une franche réussite avec une vingtaine d'Hyper et de magasins en grève massive et fortement perturbés.



FORTE MOBILISATION - GRÈVE ATLAS SÉCURITÉ - SITE TOTAL GONFREVILLE L'ORCHER



Une trentaine d'agents se sont mis en grève suite à l'échec de plusieurs négociations avec la direction d'ATLAS SECURITE pour non seulement le maintien de leurs acquis (lorsqu'ils travaillaient pour FIDUDICAL SECURITE) mais aussi pour revendiquer l'amélioration de leur conditions de travail et l'augmentation de leurs salaires.

La réunion du 24 mars dernier tendant à éviter le conflit, après le dépôt des revendications n'a pas abouti malgré la présence des élus CGT au CSE et du secrétaire fédéral ElHadji NIANG.

Les salariés ont donc fait le choix de débrayer de 07h00 jusqu'à 10h00 puis de reprendre à 12h00 jusqu'à 14h00. Cela a généré de grosses problématiques sur la raffinerie, car sans agents de sécurité, l'usine ne peut pas fonctionner. On voit ici encore l'importance de la coordination des luttes et de l'interdépendance des entreprises entre elles.

Les salariés des services, souvent dans l'ombre dans les grandes entreprises (nettoyage, sécurité), sont irremplaçables pour faire tourner nos boîtes. Pourtant, loin des accords conséquents de ces entreprises, leur précarité est immense et leurs conditions de travail inimaginables.

Les salariés grévistes d'ATLAS remercient d'ailleurs chaleureusement la présence du syndicat CGT TOTAL Gonfreville pour l'aide précieuse et le soutien qu'il a apporté à cette lutte.

A ce jour, seuls les points liés aux pressions de la hiérarchie d'une part et ceux liés à la mauvaise répartition des plannings sont en cours de résolution, la direction s'engageant à établir des plans d'actions pour y remédier rapidement.

En revanche, les autres points liés au maintien de leur prime de fin d'année et ceux liés aux frais de déplacement, la direction n'entend pas les attribuer. Cela est inacceptable pour les salariés qui avaient cette prime depuis des années avec leur ancien employeur.

Notre camarade secrétaire fédéral est à nouveau venu de Montreuil aujourd'hui pour accompagner les salariés et négocier et nous le remercions activement. Sa présence a permis de calmer les pressions de la direction auprès de certains agents. Un agent déjà en situation de mal-être connu par l'employeur a d'ailleurs été conduit à l'hôpital à cause du comportement des responsables durant la grève.

La grève sera reconduite dans les jours à venir et nous aurons à nouveau besoin de toutes les forces locales de la CGT pour que cette lutte soit victorieuse.



LES OUBLIÉS DU SEGUR SE MOBILISENT

A l'appel de l'USD 76, plusieurs rassemblements ont eu lieu à Dieppe, le Havre et Rouen.

Ces professionnels revendiquent des postes pour améliorer leurs conditions de travail et l'augmentation des salaires. Ils font partie des oubliés du Segur de la santé.

Ces services fonctionnent en mode dégradé depuis des années mais la crise sanitaire a accentué cette situation.

Les usagers sont aussi les grands perdants de ces politiques d'austérité.

En même temps le conseil départemental de Seine Maritime a mis au vote une augmentation de 18 millions d'euros pour le financement du contournement EST.

Nous dénonçons les priorités du CD 76.

LA JUSTICE DONNE RAISON AUX « SUMPAR » : C'EST UNE VICTOIRE DE LA CGT

Nos 3 camarades élus CGT au CSE depuis janvier 2020, de l'entreprise SUMPAR, sous traitant de l'aéronautique à BOOS font partie des audacieux qui ont implanté la CGT et une organisation syndicale dans cette entreprise.

Au début de l'année 2021, le patron a fait un PSE en licenciant 38 personnes. Les 3 élus CGT CSE ont demandé une expertise des comptes de l'entreprise par un cabinet extérieur, les 5 élus sans étiquette ont refusé.

Depuis leurs élections en janvier 2020, le patron n'a pas organisé de réunion à part pour la mise en place du PSE. Pour cette entreprise c'était une première d'avoir des représentants du personnel élus avec une étiquette syndicale. Ce PSE a été établi sur les chiffres fournis par la direction, en qui nous n'avons aucune confiance.

Nos 3 camarades devaient faire partie des 38 personnes licenciées. Le CSE a voté contre le licenciement d'un de nos camarades, pour Michel et Yann, les 5 élus sans étiquette ont voté POUR. En tant que salariés protégés l'inspection du travail a été consultée pour rendre un avis sur leurs licenciements.

L'inspection du travail ne valide pas leurs licenciements.

Pour nous, nos camarades ont été ciblés dans le PSE pour leur engagement syndical à la CGT.

Pour nous, nos camarades sont victimes de discrimination syndicale depuis le dépôt des listes CGT aux élections du CSE à la fin de l'année 2019.

Maintenant nous devons obtenir réparation des préjudices qu'ils ont subis (chômage partiel, pression patronale,...).

Nous savons que le patron peut faire un recours administratif sur cette décision mais nous avons bon espoir qu'il soit débouté.

Nous sommes persuadés que la CGT en sortira gagnante car nos camarades par leur engagement, leur motivation et leur résistance ont démontré à leurs collègues que la TOUTE PUISSANCE de leur patron est désormais terminée.

À partir de maintenant ce patron devra faire avec les représentants du personnel CGT et ainsi respecter le vote des salariés, qui ont voté à 100% pour nos camarades avec une participation à 80%.

Nous remercions toutes les personnes qui ont soutenu nos camarades, l'UD CGT 76, l'USTM,...

Nous avons une pensée toute particulière pour les salariés qui ont été licenciés car pour nous, ce PSE n'est pas légitime, le patron n'a pas utilisé tous les dispositifs de l'Etat pour éviter les licenciements !

Nous souhaitons à ce jeune syndicat une longue vie et de nombreuses victoires pour le progrès social !

NON AU VOL DES CONGÉS !

A l'instar des territoriaux de Rouen qui se sont mobilisés le 6 avril dernier, nombreuses sont les communes où le ton monte : rassemblements, pétitions, refus de répondre à un sondage sur les 39h... La colère gronde contre cette loi qui attaque encore les droits des agents.

C'est une remise en cause des accords locaux sur l'application des 35H et sur leur temps de travail. C'est une loi purement démagogique d'Édouard PHILIPPE et de MACRON.

Ils font croire que les fonctionnaires travailleraient moins que les salariés du privé, c'est faux !

Des entreprises du privé sont déjà aux 32h.

Nous regrettons que les partis politiques de l'opposition au gouvernement qui gèrent ces collectivités ne s'y opposent pas.

Cette loi c'est aussi :

Moins de représentation syndicale (fusion des instances représentatives du personnel, moins de représentants, suppression des CAP donc des déroulements de carrière à la tête du client,...), une attaque sur la libre administration des collectivités territoriales encore moins de pouvoir pour les élus politiques,....

On ne lâche rien !

RELATIONS PRESSE CONFÉDÉRALES

01 55 82 82 73 / presse@cgt.fr / www.cgt.fr



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Mobilisation pour la Chapelle-Darblay

Sur le parvis du ministère de l'économie (Figaro), ce matin, la CGT, avec le collectif d'associations et de syndicats « Plus jamais ça », ont appelé à sauver le site industriel de Chapelle-Darblay.

La CGT, avec les organisations du collectif « Plus jamais ça » et des représentants des salarié.e.s de la papeterie, a occupé le parvis de Figaro, à Paris, pour demander de garantir la sauvegarde intégrale de la papeterie Chapelle-Darblay.

L'usine, située à Grand-Couronne, au sud-ouest de Rouen (76), est à l'arrêt depuis le 6 mai 2020 et sur le point d'être définitivement fermée le 15 juin. La mobilisation s'est déroulée dans le respect des gestes barrière, avec port du masque et distances de sécurité. 120 militant.e.s, syndicalistes et représentants des salarié.e.s ont investi le parvis du Figaro et déployé deux banderoles de 15 mètres de long pour interpeller Bruno Le Maire avec le message « Pour qu'industrie rime avec écologie, Sauvons Chapelle-Darblay ». En contrebas du quai, une vingtaine de mannequins représentant des salarié.e.s ont été jeté à l'eau, dans la Seine.

Alors que les forces de l'ordre commençaient à intervenir, les représentant.e.s des organisations se sont enchaîné.e.s au quai. C'est ainsi que Jean-François Julliard (Greenpeace), Philippe Martinez (CGT), Simon Duteil (Solidaires), Aurélie Trouvé (Attac), Nicolas Girod (Confédération paysanne) et Khaled Gaiji (Les amis de la terre) ont montré la détermination du collectif, sous les fenêtres de Bruno Le Maire.

Pour la CGT, Greenpeace France et Attac, « Il est temps que l'État remplisse son rôle protecteur et ne laisse plus les intérêts privés lui dicter sa politique économique, d'aménagement du territoire et de développement de l'économie circulaire.

Chapelle-Darblay est un symbole de notre souveraineté industrielle, particulièrement nécessaire en ces temps de crise sanitaire sans précédent. Nous sommes là, avec les salarié.e.s, pour avoir la garantie que Chapelle-Darblay sera sauvée.

Il y a trois semaines, les organisations avaient déjà lancé une pétition pour interpeller Bruno Le Maire sur la situation : <https://agir.greenvoice.fr/petitions/sauvons-chapelledarblay>

Montreuil, le 28 avril 2021



@ *le fil rouge* @

N°29 MAI 2021

Visitez notre site internet - [Cliquez ici](#)

Le Billet : 75 ANS NATIONALISATION

Le 8 avril dernier, à l'appel de plusieurs syndicats, des rassemblements ont eu lieu à Rouen, au Havre, à Dieppe, afin de fêter le **75ème anniversaire de la nationalisation d'EDF-GDF**. A Dieppe, Sébastien Menesplier, secrétaire général de la Fédération Mines Energie CGT, était parmi les salariés des centrales nucléaires de Penly et de Paluel, sur le parvis de la mairie. Sébastien Jumel, député, Nicolas Langlois, maire, [Lire la suite](#).



Alain Lebas et Jacky Maussion

Zoom sur la vie de notre Institut :

Le 11 mars, Alain Lebas président de TLCVacances et Jacky Maussion président de l'I.H.S CGT 76 ont signé une nouvelle **convention de partenariat**. Ce partenariat fructueux qui unit depuis plusieurs années nos 2 associations n'est pas le fruit du hasard. [Lire la suite](#)



1er mai inauguration de l'Esplanade de l'hôpital de Dieppe : «Ambroise Croizat» [Cliquez ici](#)



« La France a eu beaucoup de ministres du Travail, mais un seul ministre des travailleurs ! »



Le Havre et la Commune de Paris

Notre ami John Barzman, universitaire, membre de notre institut apporte sa contribution à travers cet article à notre éclairage sur les 150 ans de la commune de Paris. Il montre que la Commune n'était pas aussi isolée du reste de la France qu'on veut bien le dire, et qu'une des tâches des Communistes consistait à trouver des alliances en dehors de Paris avec les partisans de la démocratie locale (les compétences des conseils municipaux), de la laïcité et du droit des travailleurs à s'organiser (syndicats, mutuelles, associations). [Lire la suite](#)

Assemblée Générale de notre Institut le 18 mai au Havre

Convocation - Ordre du jour -

Candidature au Conseil d'Administration [Cliquez ici](#)

Lire: mai 1918 premier numéro de l'organe de l'UD CGT 76

Le Numéro 10 Centimes.

N° 1. - Mai 1918.

Découvrez ce document en cliquant ici

LE REVEIL OUVRIER



Organe de l'Union Départementale de la Seine-Inférieure

Journal d'Action Syndicale, Economique et Coopérative

Rédaction et Administration : 16. Rue Damiette -:- ROUEN

Institut d'Histoire Sociale CGT 76 – **Nous contacter**

Siège : Maison du peuple - 161, rue Pierre-Corneille 76300 Sotteville-Lès-Rouen -
 Courriel : ihsctg76@laposte.net - Tel 09 82 40 45 19 - Permanences les mardis de 14h15 à 17h
 161, rue Pierre-Corneille -76300 Sotteville-lès-Rouen
 Cercle Franklin - 119 Cours de la République -76600 Le Havre - Tel : 06 86 80 71 84

COMITÉS SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES

Crédit photo : Paul Bradbury / Caia Images / GraphicObsession

**Bien assurer
mon CSE,
c'est essentiel.**



Assureur de près de 10 000 structures ⁽¹⁾, la Macif est l'assureur privilégié des Comités Sociaux et Économiques.

En assurant votre CSE à la Macif, vous bénéficiez :

- d'un accompagnement personnalisé avec un réseau de conseillers spécialisés dédié à votre écoute
- de garanties adaptées au fonctionnement et aux activités de votre CSE : la responsabilité civile et l'assurance des biens⁽²⁾
- d'avantages pour les salariés bénéficiaires de votre CSE⁽³⁾

► N°Cristal 09 69 39 49 55

APPEL NON SURTAXE

**macif.fr / rubrique « Associations et CSE »
ou par mail cse@macif.fr**



Essentiel pour moi

⁽¹⁾ Au 31 décembre 2019.

⁽²⁾ Dans les conditions et limites fixées au contrat Multigarantie Activités Sociales Comité d'entreprise souscrit.

⁽³⁾ Offre soumise à conditions valables en 2021, réservée aux salariés bénéficiaires d'un CSE ayant signé un PACTE CSE en 2021.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4 rue de Pied-de-Fond 79000 Niort.